

MARIA NEGREPONTI-DELIVANIS

PROBLÈMES ET STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA GRÈCE

Le sujet que j'ai l'intention de traiter ici est vaste et assez difficile. Il s'agit de pouvoir donner une vue générale du mode du développement économique, suivi en Grèce jusqu'à présent; de souligner les caractéristiques directives de la physionomie de l'économie hellénique, telles qu'elles se présentent, en ce moment, et d'envisager les solutions alternatives de ces problèmes multiples dans l'avenir. Comme j'aurai l'occasion de mentionner, l'économie grecque présente des aspects particuliers, sous plusieurs points de vue et de ce fait, elle peut être caractérisée comme un cas spécial.

En effet, le choix du mode de développement économique d'un pays en voie de développement, la plupart du temps, se fait d'une façon accidentelle. Elle dépend des possibilités offertes, du Gouvernement au pouvoir, de l'évolution historique du pays, de son niveau du développement social, e.t.c. Il s'agit, toujours, d'un compromis dans la mesure dans laquelle l'insistance sur un but particulier signifie, jusqu'à un certain point, le sacrifice d'autres. C'est ainsi que l'option en faveur d'un développement économique particulièrement rapide, coïncide nécessairement avec l'aggravation de l'inégalité de la répartition du revenu national. Un effort d'industrialisation importante crée des dangers de chômage, du moins dans la courte période. D'autre part, la réalisation d'un développement rapide met en déséquilibre la balance des paiements ainsi que la stabilité économique du pays. Parce que, l'expérience a montré que l'effort du développement économique est lié à de multiples désavantages le Club de Rome, il y a quelques années, a mis en doute l'importance de cet effort et a souligné la nécessité d'assurer, dès le début, une combinaison réussie entre la poursuite du développement économique et celle du bien-être des habitants des pays en voie de développement.

La Grèce, il est certain, n'appartient plus dans la catégorie des pays sous-développés. Tandis, qu'immédiatement après la fin de la seconde guerre mondiale son revenu moyen par tête représentait \$ 150 en 1975, ce chiffre est devenu \$ 2200. Évidemment, la signification du revenu moyen par tête, quoiqu'un indice de comparaisons internationales, est

tout de même assez aléatoire, car, il ne prend pas en considération :

- premièrement, le mode de la répartition des revenus personnels;
- deuxièmement, le pourcentage du chômage dans la population active;
- troisièmement, la ratio des biens productifs et des biens de consommation;
- enfin, le degré de la dépendance du pays de l'étranger, tel qu'il peut se mesurer à l'aide de la ratio Exportations/Importations, ainsi que du montant des postes invisibles de la balance des paiements.

Je me propose de traiter ce sujet en deux Parties. Dans la première sera exposée l'anatomie de la structure du développement économique de la Grèce, tandis que dans la seconde je proposerai certaines possibilités alternatives aux plus importants problèmes à résoudre, en ce moment.

PARTIE I

ANATOMIE DE LA STRUCTURE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA GRÈCE

A partir de 1950 le rythme moyen annuel de progression de l'économie grecque fut de 6%, auquel, évidemment, tous les secteurs n'ont pas participé à un taux égal; l'énergie y vient la première et l'agriculture la dernière. Du point de vue des performances générales du développement économique du pays, il n'y a pas de doute que celles-ci furent plus qu'honorables et ont même assuré des modifications assez importantes de la physionomie de l'économie. Comme telles nous pouvons mentionner, entre autres, la baisse de l'importance relative du secteur agricole, en termes de sa participation dans le P.I.B. et dans l'emploi total, l'accroissement de l'importance relative du secteur secondaire, l'augmentation considérable des exportations des produits industriels, l'application assez rapide du progrès technique, la diminution du sous-emploi du facteur «travail», la tendance à l'élargissement de la dimension moyenne des entreprises, l'accroissement régulier du taux de capitalisation e.t.c.

Néanmoins, le mode du développement économique du pays présente certaines particularités qui créent déjà des problèmes et en créeront davantage dans l'avenir. De ces particularités nous allons nous occuper, plus spécialement dans cette Partie.

I. Il s'agit tout d'abord de la structure de l'investissement et du choix de l'investissement réalisé au cours des 25 dernières années. L'in-

investissement a représenté une moyenne de 25% dans le P.N.B. pendant tout ce temps, pourcentage très suffisant pour assurer un développement rapide à l'économie grecque. Ce rythme de capitalisation, particulièrement élevé a plus que quintuplé les investissements bruts du pays dans une période de moins de 20 ans. Pourtant, cet effort de développement s'est réalisé sans de sacrifices dignes de mention, étant donné que la consommation en chiffres absolus n'a pas cessé d'augmenter, pendant toute la période considérée, mais évidemment à un rythme moins rapide que celui du P.N.B. Les sources du financement de l'investissement réalisé présentent trois particularités:

—premièrement, il y a eu pendant presque toute la période en question, une légère tendance inflationniste, qui a su faciliter un rythme de capitalisation élevé; tout de même, cette tendance inflationniste, fut, très probablement, responsable de la préférence très marquée, des investissements du secteur privé pour le logement;

—deuxièmement, une part considérable des investissements réalisés en Grèce, a été financée par l'étranger, ce qui a permis un rythme de capitalisation accéléré, sans de sacrifices importants au point de vue de consommation;

—enfin, troisièmement, le secteur public a largement contribué à l'investissement réalisé dans le pays, à l'aide d'un budget déficitaire.

Tout de même, en dehors du taux d'investissement brut, ce qui importe également pour la modification des structures dans une économie en voie de développement, est la structure de l'investissement, soit sa répartition parmi les différents secteurs et branches de l'activité économique. Dans une économie, qui traverse un stade d'industrialisation rapide, comme c'est le cas de la Grèce des 25 dernières années, il est indispensable que les montants affectés à l'investissement dans le secteur secondaire augmentent, non seulement en chiffres absolus, mais également en pourcentage dans l'investissement global. Or, cela n'a pas été le cas pendant la période en question. Le pourcentage de l'investissement brut global consacré à l'industrie manufacturière, qui représente la branche la plus importante, en ce qui concerne l'effort d'industrialisation, reste, pratiquement, stable pendant toute la période. Il est donc difficile de soutenir que le développement économique de la Grèce a mis le point sur l'industrialisation. En outre, il faudrait souligner que le logement a absorbé à peu près 60% des sommes investies dans l'industrie manufacturière. Il n'y a pas de doute que l'investissement accéléré, dans le secteur du logement a su assurer des meilleures conditions de vie aux

habitants du pays, mais en même temps, il a absorbé des fonds, qui auraient pu être affectés ailleurs avec plus d'efficacité. Enfin, dans certaines branches de l'industrie, telles que les produits chimiques, les métaux de base, le matériel de transport et autres, la part des investissements étrangers représentent nettement plus que la moitié de l'investissement réalisé. Ce fait a probablement diminué la possibilité de choisir librement les investissements à réaliser, quand les critères du choix des investisseurs étrangers étaient différents de ceux qui sont responsables de l'effort du développement du pays. Par contre, sur la base de certains indices, il nous est possible d'affirmer que la contribution du progrès technique à l'accroissement du P.I.B. fut assez élevée, pendant toute cette période.

II. Il nous faut, en second lieu, examiner la création des possibilités d'emploi à la suite de l'effort du développement économique. Dans ce domaine la situation se présente sous un angle très peu favorable. En effet, entre les deux derniers recensements de population en Grèce, 1961 et 1971, la population active a diminué. Cette diminution est, évidemment, due à l'émigration intensive de la population du pays, surtout, vers l'Allemagne Occidentale, mais c'est en même temps une preuve que l'effort du développement économique non seulement n'a pas su créer des nouvelles possibilités d'occupation dans l'ensemble de l'économie, mais en plus, il les a réduites. Il y a des explications diverses de ce fait. Premièrement, on pourrait mentionner comme cause principale de cette évolution, l'application rapide du progrès technique, qui a diminué les besoins de main d'œuvre dans les industries nouvelles, ainsi qu'une tendance de modernisation dans les plus anciennes, qui a substitué du capital au travail. Mais, en même temps, sur la base d'une recherche effectuée par moi-même, pour l'OCDE j'ai prouvé que justement, le choix des investissements réalisés, par préférence, pendant la période de 25 dernières années ne fut guère favorable à la création de possibilités d'emploi de main d'œuvre. Tandis que l'industrie lourde absorbe un nombre considérable de travailleurs, la plus grande part de l'investissement dans l'industrie manufacturière a été consacrée au logement, dont les possibilités d'absorption de main d'œuvre sont assez restreintes. De toute façon, il faut bien souligner que le développement économique du pays a été réalisé sans la participation d'une part considérable de sa population, qui est restée pratiquement stable entre 1961 et 1971, grâce à l'émigration extérieure. Ce fait, a certainement, rendu possibles des rythmes de progression élevés, dans la courte période, mais il peut créer

des problèmes aigus dans une période plus longue, si les émigrés sont obligés de rentrer subitement dans leur pays d'origine, à la suite d'une récession en Occident. D'une part, le mode du développement économique, qui a pratiquement poussé à l'émigration une part assez importante de la population du pays, ne peut se caractériser comme absolument orthodoxe.

III. En troisième lieu, il sera utile de jeter un coup d'œil aux différences du rythme de développement réalisé dans les trois secteurs principaux d'activité économique, soit dans le secteur primaire, secondaire et tertiaire. Ce rythme ne fut pas égal et en plus, les conséquences de ces différences ne semblent pas conformes à un développement régulier. En effet, le rythme de développement le plus élevé a été assuré au secteur tertiaire, qui évidemment comprend le tourisme, tandis que le rythme de développement le plus bas a été noté au secteur primaire. Pourtant, le secteur primaire continue encore à occuper le 40% de la population active du pays, pourcentage particulièrement élevé, pour un pays à revenu par tête annuel de \$ 2200 et qui explique le revenu par tête excessivement bas des agriculteurs. Il est évident que tout pays en voie de développement a ses propres caractéristiques et dans ce domaine il n'y a pas de passe-partout, qui puisse s'appliquer uniformément. Il est certain qu'il faut respecter les aptitudes particulières de chaque pays et d'essayer de développer ses avantages comparatifs. Néanmoins, il me semble qu'il faudrait attribuer plus d'importance pendant cette période critique de l'effort accéléré du développement économique du pays au secteur secondaire et d'essayer de lui assurer des bases plus solides que celles offertes actuellement par le secteur tertiaire. Une part bien importante du secteur tertiaire est représentée par des colporteurs, qui contribuent peu à un effort sérieux de développement économique. En outre, d'après des statistiques disponibles, le plus grand nombre des émigrés repatriés refusent d'entrer dans le secteur secondaire et se créent des occupations dans le secteur tertiaire. Il s'agit d'un problème qu'on aurait dû me semble-t-il essayer de résoudre, même dans une économie basée, principalement sur l'initiative privée.

IV. Une autre particularité du développement économique en Grèce qu'il faudrait bien souligner se réfère au mode de la répartition de ses revenus, il est, généralement, admis à présent en théorie économique, qui se base sur l'expérience des pays développés auparavant, que pendant le stade critique, dit du décollage, le degré d'inégalité des revenus

s'accentue. Cela s'explique par ce qui se passe pendant le décollage. Tout d'abord, il s'agit de la nécessité d'augmenter considérablement le taux d'investissement, afin d'accélérer le rythme du progrès. La conséquence inévitable en est la restriction de la consommation. Il s'agit, en second lieu, des pressions inflationnistes, qui sévissent généralement dans les pays, qui commencent à se développer à un rythme rapide et qui aboutissent à créer une épargne forcée, qui diminue la consommation et facilite la capitalisation. Il s'agit, en troisième lieu, des possibilités assez étroites d'absorption de main d'œuvre, qui diminuent parfois davantage à la suite d'un chômage créé à la suite de l'application rapide du progrès technique. Sous ces conditions le pouvoir de marchandage de la main d'œuvre, vis à vis des entrepreneurs s'affaiblit et les taux des salaires baissent. Enfin, dans un pays qui commence à se développer sur la base de l'initiative privée il est indispensable d'assurer des stimulants aux entrepreneurs et aux capitalistes, afin qu'ils décident à investir leurs capitaux. Donc, les larges marges de profit sont inévitables pendant toute la période d'industrialisation, ce qui diminue, forcément, la part des salaires dans le revenu national.

Néanmoins, il paraît, sur la base des données statistiques élaborées, que la Grèce a fait exception à cette règle. En effet, il n'y a pas d'indices, qui puissent prouver une détérioration du mode de la répartition des revenus en Grèce, pendant les 25 dernières années. Par contre, il y a une tendance très légère, après 1965, vers une restriction des inégalités dans le domaine de la répartition. Le revenu par tête le plus bas est assuré aux agriculteurs, tandis que le plus élevé aux travailleurs dans le secteur tertiaire. D'autre part, les parts du travail et du capital, au revenu national témoignent une stabilité avec tout de même des signes d'une baisse légère de la part du capital en faveur de celle du travail. L'explication de cette stabilité, voire même d'amélioration hésitante du mode de la répartition des revenus en Grèce, devrait être recherchée dans deux directions:

—premièrement, dans l'émigration importante de la population grecque, surtout après 1961, qui a épongé la plus grande partie des chômeages en rendant ainsi plus normales les relations d'offre et de demande sur le marché du travail;

—deuxièmement, à l'importance des capitaux étrangers investis dans le pays, pendant la période examinée, qui n'a pas rendu indispensable la restriction de la consommation.

Toutefois, nous devons ici noter une particularité supplémentaire du

mode de la répartition des revenus, certainement pas justifiée, du stade actuel du développement économique de la Grèce. Il s'agit du fait que la répartition des revenus est plus égalitaire avant qu'après imposition. Or, dans les pays relativement évolués l'imposition est une mesure visant à assurer une plus grande égalité de répartition. La raison principale pour laquelle la Grèce n'a su suivre cette règle est sans doute la grande proportion du produit des impôts indirects dans la totalité du produit des impôts. Étant donné que les impôts indirects ne sont guère progressifs, mais sont appliqués également aux riches et aux pauvres, ils ne peuvent pas contribuer à une plus grande égalité de répartition. Il serait indispensable, dans l'avenir, d'accroître en Grèce, les impôts directs et de diminuer les impôts indirects. C'est ainsi seulement que la répartition des revenus deviendra moins inégale.

V. Une autre caractéristique permanente de l'économie grecque est son degré de dépendance élevé de l'étranger, qui aboutit à lui assurer un niveau de vie, à l'intérieur, sensiblement supérieur à ses moyens. Ce fait devient possible grâce à la balance commerciale toujours largement déficitaire, qui s'équilibre à l'aide des emprunts extérieurs et des postes invisibles de la balance des paiements. L'endettement du pays vis à vis de l'étranger s'aggrave constamment, non seulement en termes absolus, qui ne serait pas à lui seul dangereux, si le rythme d'accroissement du P.I.B. était plus rapide que celui de l'endettement, mais également en termes relatifs, soit comme pourcentage du déficit de la balance des paiements dans le P.I.B. ou comme pourcentage des charges de ses emprunts extérieurs dans ses devises disponibles e.t.c. L'aide extérieure fut sans doute extrêmement précieuse pour la poursuite à un rythme rapide et sans beaucoup de sacrifices du développement du pays, mais il y a tout de même certaines limites qu'on ne pourrait pas dépasser. Il nous faudrait, donc, envisager la situation et prendre des mesures appropriées, quand il est encore temps.

VI. Il est indispensable de s'occuper un peu d'un autre problème difficile: du mode du développement économique poursuivi jusqu'à présent dans notre pays. J'entends le problème du développement régional. Dans ce domaine, malgré les quelques efforts entrepris au cours des dernières années et des stimulants accordés aux entrepreneurs, qui décideraient installer leurs industries en dehors de la région de la capitale, très peu en réalité a été fait. L'idée de créer et de développer suffisamment de pôles de croissance autres que la région de la capitale n'a jamais

été le point de départ de la politique de développement économique en Grèce. Les investissements publics ont eu lieu dans l'ensemble de l'économie sur la base de critères n'ayant pas de rapport direct avec les nécessités d'un développement régional. Des erreurs multiples de politique dans ce domaine ont abouti, lentement mais sûrement, à l'état des choses actuel. En ce moment plus que la moitié de l'investissement global du secteur privé se réalise dans la région de la capitale qui, seule réunit le 40% à peu près de la population active du pays, le 25% environ de l'investissement public et plus que le 50% du P.I.B. En ce qui concerne la rémunération des travailleurs, celle-ci est supérieure à la moyenne du pays dans la région de la capitale, facteur qui attire la population active des autres régions vers Athènes et le Pirée. Les désavantages en découlant sont nombreux et excessivement graves. Outre le fait de l'impossibilité d'exploiter les avantages comparatifs des différentes régions du pays, qui auraient pu lui assurer un rythme de développement plus rapide et plus équilibré, il faut ajouter les dangers découlant de l'abandon de certaines régions du pays situées près des frontières.

En terminant la Première Partie nous pouvons conclure :

- que, premièrement, la Grèce, du point de vue de son revenu par tête, se trouve déjà très près du stade de développement autonome;
- que, deuxièmement, sa physionomie économique présente des particularités et des faiblesses, qui la rendent vulnérable et mettent en danger la continuation de son progrès dans l'avenir.

PARTIE II

SOLUTIONS ALTERNATIVES POUR L'AVENIR

Dans ma seconde Partie j'ai l'intention d'essayer de proposer certaines solutions aux problèmes actuels de l'économie grecque. Il me semble qu'en ce moment nous sommes d'accord que nous nous trouvons devant la nécessité de prendre des décisions importantes. Plusieurs d'entre elles exigent du courage et peut-être de l'originalité.

I. Le premier problème à résoudre concerne notre entrée dans le Marché Commun; tout le monde sait que cette entrée, si toutefois elle sera réalisée, est liée à des nombreux avantages et désavantages. En effet, quoique notre niveau de développement n'est pas inférieur à d'autres

économies, déjà membres du Marché Commun, comme l'Irlande et l'Italie du Sud, il se peut que certaines faiblesses structurelles de notre économie vont s'aggraver à la suite de notre entrée. Il se peut encore, qu'il nous serait plus difficile qu'actuellement, d'essayer de corriger certaines particularités peu avantageuses de notre économie. Tout de même, l'impression prévalante est que nous devons y entrer à tout prix, que nous devons accepter toute condition offerte, car il n'y a aucune autre alternative dans notre cas. Pourtant, ce point de vue absolu ne correspond pas nécessairement à la réalité. Il est vrai qu'une grande partie de notre commerce extérieur se fait avec l'Europe. Mais cela n'est pas, forcément, une preuve que nous ne pouvions pas le diriger ailleurs, si nous avions essayé. Cela, n'est pas non plus une preuve que la situation, qui prévalait il y a quelques années, n'a pas subi des modifications. Il y a, en ce moment, un grand nombre des pays en voie de développement se trouvant à un stade nettement inférieur que le nôtre, qui augmentent leurs importations à un rythme rapide. Si nous avons pensé, à temps, de cultiver nos relations avec eux et de passer des accords commerciaux avantageux pour les deux parties, le Marché Commun ne serait pas, à présent, notre unique alternative. Et même si, finalement, pour des raisons plutôt traditionnelles, nous décidions d'y entrer, nous pourrions en même temps imposer certaines conditions raisonnables. En ce moment, il est vrai, que le temps nous presse et que notre décision éventuelle de ne pas devenir membre du Marché Commun est liée avec des risques considérables.

Néanmoins, dans le cas très probable où nous allons devenir membre de la Communauté Européenne, il nous faudra, très vite, commencer à procéder à des modifications structurelles, dont la réalisation ne sera guère aisée:

—tout d'abord, il sera nécessaire de ne pas augmenter nos prix à l'exportation ce qui limitera des profits par unité exportée afin d'augmenter les chances de concurrence de nos produits exportés sur les marchés européens; on pourrait bien soutenir l'opinion, là-dessus, que cette restriction sera obligatoire par la force des choses; tout de même, il me semble qu'il s'agit d'une décision difficile, qui en plus, devra être combinée avec une amélioration de l'organisation de la plupart de nos entreprises exportatrices;

—en second lieu, il faudra essayer d'augmenter la productivité de notre industrie et cet effort sera dans la plupart des cas lié à la nécessité de substituer du capital au travail, ainsi que d'appliquer des méthodes de production plus modernes; il se peut, qu'au début, l'accroissement

du pourcentage du sous-emploi dans la population active, soit inévitable;

—en troisième lieu, il nous faudra essayer d'élargir la dimension moyenne de nos entreprises qui, dans l'ensemble, continue à être trop petite; seulement, dans ce cas, nous serons en état de profiter des économies d'échelle, d'une meilleure organisation et de la possibilité de donner suite aux commandes de nos clients européens;

—enfin, il nous faudra surveiller de très près la répartition de nos investissements dans les différents secteurs industriels et d'essayer d'établir des priorités, qui nous assureront des effets de multiplication, ainsi qu'une diminution progressive de notre dépendance de l'étranger; dans ce sens, le choix des investissements dans l'avenir doit représenter une tâche plus importante que d'assurer, simplement, un taux d'investissement élevé.

II. Un autre problème, également aussi grave que le précédent, qui a déjà commencé à exiger une solution, est le phénomène d'une récession côte à côte avec des effets inflationnistes. Dans ce cas, la Grèce semble avoir été entrer dans la catégorie des pays du capitalisme évolué, qui envisagent cette bizarre coexistence, pas prévue par Keynes, pendant la dernière décennie. En dépit de tous les stimulants et les pressions inflationnistes sévissant, les entrepreneurs ne se montrent pas prêts à investir. En y ajoutant la politique de restriction récente, et d'après moi fort juste, des travaux de construction du secteur privé, concernant principalement l'industrie du logement, la situation économique ne se présente pas particulièrement favorable. Il me semble indiqué, que le secteur public s'active davantage, prenne conscience de ses responsabilités, bien larges, dans les économies modernes et se substitue, pendant un certain temps, à des activités principalement réservées au secteur privé. En proposant cela je ne veux pas soutenir que le secteur public soit préférable au secteur privé. Dans les économies basées sur l'initiative privée le rôle du secteur public est, d'ailleurs bien défini: il prépare, simplement la voie au secteur privé et le remplace toutes les fois que l'indécision de celui-ci peut créer des risques sérieux pour l'activité économique. Le secteur public aurait dû établir un programme d'investissement bien précis, avec des directives bien claires et non point contradictoires. Ce programme aurait dû se baser, premièrement, sur le principe de développement et d'encouragement des pôles de croissance afin de faciliter le développement régional et deuxièmement, sur les priorités à établir. La compétence du secteur public, au point des investis-

sements doit, d'ailleurs, il me semble, être élargie afin qu'il puisse en cas de besoin ne pas limiter ses investissements à l'infrastructure.

III. Dans le domaine de la répartition des revenus des mesures d'un rendement rapide et bien coordonnées devront être appliquées. Premièrement, il est indispensable de diminuer considérablement le nombre des agriculteurs, afin de leur assurer un revenu par tête supérieur et diminuer la différence entre celui-ci et le revenu par tête obtenu par les travailleurs dans les autres branches de l'activité économique. Évidemment cela présuppose une possibilité croissante d'absorption de main d'œuvre, de la part des secteurs non-agricoles. Afin d'assurer une évolution pareille, il sera nécessaire de planifier les nouveaux investissements, en prenant en considération, dans la mesure du possible, le besoin d'accroissement d'emploi.

D'autre part, il faut avouer, que les résultats de l'impôt récemment appliqué sur la propriété immobilière furent, jusqu'à présent peu efficaces. La raison en est que cet impôt concerne la propriété immobilière de plus de 10 millions de drs. On peut avancer l'argument que le plafond a été fixé trop haut.

Aussi, sur la base des indices nombreux, il s'avère que pendant la dernière décennie le rythme d'accroissement de la productivité du travail fut plus rapide que celui de l'augmentation des salaires. Ce facteur facilitera, sans doute, nos problèmes, à la suite de notre entrée dans le Marché Commun, mais n'aboutira pas à une amélioration du mode de la répartition des revenus.

IV. En ce qui concerne l'attitude indiquée de notre pays vis-à-vis des investissements étrangers, les choses paraissent, en effet, très compliquées. Car, il est bien certain que l'exploitation de notre sous-sol qui se révèle riche, n'est pas possible pour le moment, sans l'aide financière et technique des capitalistes étrangers. Néanmoins, le Gouvernement grec aurait dû garder pour lui-même le droit de choisir les investissements, qui auront lieu en Grèce, d'imposer dans la mesure du possible, ses points de vue, concernant les conditions d'emploi de la main d'œuvre, la dépendance vis-à-vis de l'étranger et l'exportation des profits, ainsi que de conserver un droit de contrôle général sur ces investissements.

V. D'autre part, il est temps pour l'économie d'envisager sérieusement et d'essayer de résoudre, avec succès, son problème de développement régional, qui chaque jour devient plus aigu. Il est certain que si l'on

ne peut pas trouver une solution rapide et efficace dans ce problème, la continuation du développement économique, principalement autour de l'hydrocéphale de la capitale, sera bloquée d'ici peu.

Pendant des années, les gouvernements responsables dressent des programmes de développement régional, créent des stimulants, qui, de premier abord apparaissent efficaces, divisent le pays en régions homogènes, pour mieux appliquer des mesures appropriées et de temps en temps il est aussi question de la décentralisation administrative avec la possibilité de prendre des décisions sur place.

Il serait, certes, injuste d'affirmer que tous ces efforts ont complètement échoué. Il est certain que dans quelques régions, le développement économique a commencé et se poursuit avec succès. Néanmoins, ce qui est indispensable, quand on parle du développement régional, n'est certes pas tout simplement d'assister à un début de développement dans certaines régions du pays, qui se réalise, normalement, avec du temps mais en plus et surtout, une diminution nette et progressive de l'importance relative de la région de la capitale et une augmentation analogue de l'importance relative de la région. Cela n'a pas été le cas jusqu'à présent, en dépit de tous les stimulants et mesures prises. Bien au contraire.

Le problème du développement régional doit, me semble-t-il, se résoudre:

- par l'application d'une décentralisation au vrai sens du mot; la somme accordée dans chaque région par le budget des investissements publics doit être administrée par un service local, pleinement conscient des particularités et des problèmes de sa région; d'autre part, la distribution des sommes du budget des investissements publics doit se faire de façon à encourager les pôles de croissance existant et d'en faciliter l'apparition de nouveaux;
- spécialement, pour les régions se trouvant près des frontières, des mesures spéciales doivent être prises; entre autres, les fonctionnaires publics devraient obligatoirement commencer leur carrière en province et ne pouvoir être transférés avant 5 ou 10 ans de service; Athènes, à elle seule, n'est pas la Grèce.

VI. Avant de terminer, j'ai la tentation de me référer brièvement à l'éducation universitaire en Grèce. Elle a besoin de modernisation sous plusieurs points de vue. Mais le problème le plus aigu, en ce moment est la nécessité d'une planification du nombre des spécialistes de chaque

branche scientifique basée sur les besoins actuels et futurs de l'économie grecque. A présent, un nombre d'étudiants considérable entre dans les différentes Facultés, chaque année et après avoir obtenu le diplôme, envisage des difficultés pour s'assurer un emploi. Parallèlement les possibilités dans l'éducation universitaire sont restreintes et le nombre des étudiants, est au moins cinq fois plus élevé, que celui qui serait normal. On aboutit ainsi forcément à faire baisser le niveau de l'éducation offerte. En même temps, certains spécialistes à formation technique font de plus en plus défaut. Il est bien connu que la planification professionnelle liée aux besoins d'une économie en voie de développement rapide rencontre des difficultés importantes. Tout de même, il est aussi certain que le chaos dans ce domaine ne doit plus continuer et qu'il est lié à des grands dangers pour l'avenir.

Les conclusions générales que nous pouvons présenter, après cette brève analyse de la structure et des problèmes du développement économique en Grèce, sont les suivantes:

1) Le choix de l'investissement, en Grèce, pendant la période critique de son décollage économique ne fut pas particulièrement réussi. C'est ainsi, qu'en dépit du fait que la Grèce, sur la base de ses \$ 2200 de revenu par tête n'appartient pas depuis longtemps, dans la catégorie des économies sous-développées, sa structure économique présente des aspects sensibles et assez dangereux.

2) Son effort de développement, en second lieu, n'a su, augmenter les possibilités d'absorption de main d'œuvre, étant donné que, grâce à l'émigration extérieure, sa population active en 1961 fut légèrement supérieure à celle de 1971.

3) En troisième lieu, la population encore occupée dans le secteur agricole représente 40% de sa population active, pourcentage sûrement trop élevé pour une économie \$ 2200 de revenu par tête. C'est un indice, parmi d'autres, de la lenteur de modification de ses structures.

4) En quatrième lieu, le mode de la répartition du revenu national ne se modifie pas pendant des décennies, tandis que le pourcentage des impôts indirects dans les impôts totaux ne montre pas de tendance vers la baisse.

5) Cinquièmement, le degré de la dépendance de notre économie de l'étranger continue à augmenter de façon inquiétante, malgré l'accroissement assez spectaculaire de nos exportations.

6) Enfin, le problème du développement régional, en liaison avec la continuation progressive de la centralisation économique et administrative dans la région de la capitale, ainsi que les problèmes accumulés de l'éducation universitaire ne semblaient pas avoir pu trouver des solutions satisfaisantes.

*Faculté des Hautes Études Industrielles
Thessaloniki*